

Marchés La Banque centrale européenne continue à privilégier la lutte contre l'inflation

Le statu quo de la BCE fait plonger l'euro et les Bourses

L'Europe ne résistera pas mieux que les autres régions du monde à la crise économique et financière qui frappe depuis plus d'un an. Elle sera peut-être même l'une des zones les plus touchées. Le marché en prend progressivement conscience et se détourne de plus en plus de la monnaie unique.

L'euro, qui avait flambé jusqu'à un niveau inédit de 1,60 dollar mi-juillet, est ainsi retombé, vendredi 5 septembre au matin, à 1,4297 dollar, son plus bas niveau depuis onze mois.

La défiance des investisseurs vis-à-vis de la devise européenne s'est accélérée jeudi après le discours de Jean-Claude Trichet. Le président de la Banque centrale européenne (BCE) a annoncé avoir révisé en baisse les perspectives de croissance de la zone euro misant désormais sur une progression ténue du produit intérieur brut (PIB) de 1,4 % 2008, contre 1,8 % prévu il y a trois mois. Et pour la BCE, la croissance restera molle en 2009 à 1,2 %, contre 1,5 % prévu initialement.

Ce pessimisme a d'autant plus refroidi

le marché que l'attitude de la BCE pour gérer cette situation inquiète. M. Trichet a rappelé qu'il était « impératif » de lutter contre la menace inflationniste jugée encore trop pesante. En clair, aucune baisse des taux, censée soutenir la croissance, n'est envisagée. Cette priorité accordée à la lutte contre l'inflation plutôt qu'au combat contre la récession a été très mal accueillie, aussi bien par les économistes que par les marchés boursiers.

« C'est affolant », juge Sylvain Broyer, analyste chez Natixis. « M. Trichet a jusqu'ici été plutôt avisé, mais là le marché a peur que la BCE fasse n'importe quoi, qu'elle laisse s'effondrer l'économie pour réduire l'inflation », ajoute Vincent Treulet, analyste chez Natixis.

Les places de Paris, Francfort et Madrid ont terminé la séance de jeudi en recul respectivement de 3,22 %, 2,91 % et 3,11 %. Des baisses inédites depuis six mois. Avec des taux d'intérêt élevés, à 4,25 %, les marchés d'actions européens sont en effet défavorisés par rapport aux obligations dont le rendement est jugé plus attractif. Mais ce n'est pas tout. L'in-

flation « ennemie » des actions reste aussi préoccupante. La BCE a indiqué que la hausse des prix serait comprise entre 3,4 % et 3,6 % cette année et resterait au-delà de 2 % jusqu'en 2010. La chute de l'euro, en important de l'inflation, pourrait encore aggraver les choses. Et si les titres susceptibles d'en profiter, comme le groupe aéronautique EADS, en baisse de 5,82 % jeudi, ont reculé, c'est que investisseurs ne voient que les effets néfastes d'une économie qui tourne au ralenti.

L'Europe n'est pas la seule dans la tourmente. Pour les investisseurs, les Etats-Unis ne sont pas non plus sortis d'affaires. Le recul du Dow Jones de 2,99 % jeudi à Wall Street, après l'annonce d'une nouvelle dégradation du marché de l'emploi, en témoigne.

Le département du travail a indiqué que les inscriptions hebdomadaires au chômage avaient encore augmenté. « Si l'emploi diminue, les capacités de dépenses s'affaiblissent et affectent la croissance », calcule Frédéric Rozier, analyste chez Meeschaert Asset Management interrogé par l'AFP. A cela s'ajoute le rebond du dollar qui risque de pénaliser les exportations américaines.



Même si la croissance de l'économie des Etats-Unis a été révisée en hausse, à 3,3 % au deuxième trimestre en rythme annuel, contre 1,9 % auparavant, les investisseurs constatent que l'immobilier et le secteur financier restent fragiles. Quant aux effets du plan Bush de soutien à l'économie, ils pourraient, selon eux, s'estomper rapidement.

In fine, les investisseurs voient que toute l'économie mondiale vacille peu à peu. L'une après l'autre, les institutions internationales revoient à la baisse leurs prévisions de croissance. La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) estime que l'économie mondiale croîtra à un rythme à peine supérieur à 1 % en 2009, tandis que l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) s'attend à 1,4 % de croissance.

Sur le marché, ces sombres perspectives alimentent « une machine infernale », signale Paul Jorion, chercheur à l'université de Californie. Le reflux brutal des prix du pétrole et des matières premières, interprété jusqu'ici comme un soulagement, est désormais vu comme la confirmation que la demande mondiale ralentit. Y compris dans les pays émergents. « Il y a un effet autogénérateur, les investisseurs se disent que l'économie va mal, cela provoque la baisse des prix des matières premières, qui est alors perçue comme le signe que l'économie va mal... », se lamente Jean-Louis Mourier, analyste chez Aurel. Pour lui, le marché n'a pas fini de plonger. ■

CLAIRE GATINOIS